

## **Séminaire international de capitalisation de l'expérience tunisienne et de valorisation des acquis dans le domaine de développement des territoires pastoraux**

Zarzis – Medenine, Tunisie, 27- 28 mars 2019

### **Compte rendu du panel<sup>1</sup> ICARDA sur la gouvernance et autonomisation des institutions locales dans les espaces pastoraux : Quel montage institutionnel dans un contexte de décentralisation**

**Panelistes :** MM Med Mourid (Maroc et ex Coordinateur ICARDA en Tunisie), Med Aziz Darghouth (Prof universitaire et ex Président de l'IRESA en Tunisie), Lans robinson de l'ILRI, Med Jaouad de l'IRA Medenine) et Mabrouk Montassar (Universitaire et maire de la commune de Bir l'Ahmar) et Aymen Frija (Coordinateur du bureau de l'ICARDA en Tunisie).

**Participants :** Près de 60 personnes ont participé à cette session regroupant des techniciens de parcours en Tunisie, des représentants des pays invités, des maires de communes, des représentants des Groupements de Développement Agricoles (GDA) et des Conseils de gestion (CG) et des représentants des décideurs politiques et des administrations régionales et centrales (OEP, Domaine de l'état, DGF, Affaires foncières, UTAP, SynAgri, notamment)

**Facilitateur/Modérateur :** Youssef Saadani

**Durée :** 1h20 (18h à 19h20)

#### **Déroulement**

Après une brève introduction des panélistes et du sujet à débattre par M Aymen Frija, coordinateur de l'ICARDA en Tunisie, il a rappelé le contexte de la réflexion engagée en commun avec les chercheurs de l'IRA de Medenine depuis quelques temps. De même, il a souligné l'importance du sujet avec un changement de paradigme et de la nécessité de pousser la concertation sur des sujets à l'ordre du jour. M Frija a passé la parole au facilitateur pour gérer la discussion.

Un bref rappel a été effectué pour situer la problématique de gestion/gouvernance des ressources naturelles en général et pastorales en particulier. L'accent a été mis sur l'évolution du contexte et de l'environnement institutionnel en Tunisie (Décentralisation et rôle des communes, attentes de la profession et des structures socio-professionnelles émergentes) et le rôle attendu des organisations socio-professionnelles en charge de la gouvernance des ressources naturelles. L'autonomie de ces structures d'organisation de la population à la base et des capacités d'opérationnalité.

---

<sup>1</sup> This policy dialogue panel was organized in the framework of the CRP PIM, Flagship 5 on "Natural resources governance", under the theme of governance of rangeland resources.

Sur cette note introductive, le modérateur a posé deux questions clefs aux panélistes et aux participants pour un échange de points de vue et de proposition d'amélioration de la situation actuelle :

1. Quelle est la situation actuelle de la gouvernance des ressources naturelles en Tunisie dans ce contexte institutionnel changeant ?
2. Quel rôle, autonomie des institutions socio-professionnelles pour jouer pleinement leur rôle et assurer la durabilité de ressources pastorales en Tunisie ?

### Résumé des discussions

Dès le départ et comme premier constat, les participants sont conscients de l'évolution de l'environnement institutionnel avec les nouvelles attributions de la commune (regard aussi bien sur l'espace urbain et rural). On a souligné également qu'on est en train d'évoluer dans un nouveau processus qui demande de l'ouverture, l'échange et le consensus pour une gestion concertée des ressources pastorales.

Des notions de participation, de co-gestion et de gouvernance locale des ressources pastorales/naturelles ont été avancées et sujets à débats. Les panélistes ont insisté sur la nécessité de définitions de l'espace de planification/programmation participative des espaces communautaires et la maîtrise du processus de "négociation" pour une gouvernance locale des ressources pastorales.

En reconnaissant la diversité des situations, les panélistes ont reconnu la similitude des problèmes soulevés par les communautés d'où la nécessité de l'échange, de capitalisation sur : (i) les institutions et leurs rôles, (ii) la gestion courante et la coopération et (iii) la gouvernance et la durabilité. Egalement le rôle régulateur de la commune est apparu dans les discussions et la nécessité de développement des capacités à différents niveaux ainsi que la clarification des attributions/rôles avec les autres acteurs.

Enfin, il a mentionné que tout processus de gouvernance doit reposer sur des processus Gagnant/Gagnant, transparent et inclusif. Le rôle des pouvoirs publics doit être précisé en favorisant la complémentarité, la synergie entre les différents acteurs impliqués et/ou intéressés

### Messages clefs dégagés

Brièvement, quatre messages sont à retenir de ce panel de discussion

1. A ce stade, on est dans une phase de transition (délicate) qui sollicite de la prudence et la participation de tous les acteurs ;
2. On est dans la logique d'un processus multi-acteurs qui demande de la vigilance et du temps de maturité (donc de la patience) ;
3. L'adoption d'une démarche participative est fortement recommandée sur la base d'une logique Gagnant/Gagnant ;
4. Le développement des capacités est une nécessité absolue avec un programme de sensibilisation ciblé.

### Autres commentaires (AFrija)

5. Certains présidents élus de municipalités ont mentionné qu'il était difficile de travailler avec l'administration publique au début car ceux-ci ne sont pas également habitués à la décentralisation et n'ont donc pas été disposés à partager les informations et à nous rejoindre sur des problèmes de planification.
6. Il a également été mentionné que, dans certains cas, le défi consiste à définir correctement la notion de « communauté ». Une fois cela fait, une étape ultérieure peut être consacrée à la négociation des priorités de développement. Pour ce faire, les municipalités peuvent être utilisées comme un espace pour amener et faciliter le dialogue. D'autres ont ajouté que les municipalités devraient devenir un espace non seulement pour le développement et la planification des zones pastorales mais aussi pour rassembler tous les acteurs de la production (référence au développement des chaînes de valeur).
7. Certains ont aussi suggéré que la municipalité joue un « rôle d'arbitre » dans les zones pastorales. Leur présence ne rejettera pas le rôle joué par les organisations paysannes locales et les agences publiques, mais elles devraient plutôt coordonner avec celles-ci pour planifier conjointement des programmes de développement. Une coordination locale efficace devrait devenir une tradition.
8. Certains participants ont évoqué le fait que les municipalités ne sont pas aujourd'hui suffisamment habilitées à jouer ce rôle de coordination pour le développement pastoral et la chaîne de production / valeur. Les engager fortement sans un soutien public approprié peut mettre en danger tout le processus de démocratie local.
9. L'autonomisation des institutions et la définition du rôle qui devrait être joué par chacune au niveau local est également essentielle pour le succès de cette transition et pour permettre le développement pastoral et la durabilité des ressources des parcours.
10. Dr. Lance Robinson (ILRI) a insisté sur le besoin de flexibilité. En d'autres termes, les acteurs locaux peuvent avoir différentes raisons et façons de s'organiser. Ce serait une bonne idée, selon lui, de permettre aux « gens » de s'organiser, et ensuite, la municipalité peut reconnaître/légaliser (ces) différentes formes communautaires.